

Les 10 Sciences Po dressent le bilan de leurs programmes d'égalité des chances et présentent les évolutions possibles

Dépêche n° 707997

🕒 6 MIN DE LECTURE

Par **JULIE LANIQUE**

Publiée le 27/02/2024 à 18h35

Réunis lors de l'événement "Mon Projet/Notre République" rassemblant 160 lycéens boursiers, les 10 Sciences Po ont fait le point sur leurs programmes d'égalité des chances, à l'occasion d'une conférence de presse le 23 février 2024 au Sénat. Les IEP envisagent des évolutions comme le développement des partenariats avec les collèges et les lycées professionnels. Mais sans toutefois trop augmenter les effectifs pour ne pas perdre en qualité, insistent les directeurs et directrices des Sciences Po. Leur objectif : inspirer les universités et écoles publiques à reproduire des programmes similaires.



Lors de l'événement "Mon projet/notre République" organisé par les Sciences Po, des lycéens ont présenté leur travail au Sénat, le 23 février 2024. Sciences Po

Pour la première fois, les 10 Sciences Po ont organisé l'événement baptisé "Mon Projet/Notre République", qui a rassemblé 160 lycéens boursiers bénéficiaires des programmes d'égalité des chances de chacun des IEP, les 22 et 23 février 2024 à Paris. Pendant deux jours, les élèves ont dû "imaginer les piliers d'une République idéale" lors d'un séminaire de travail au lycée Henri-IV puis faire une restitution à l'oral au Sénat, épaulés par des étudiants tuteurs. À la suite des délibérations du jury, les élèves se sont vus remettre des récompenses, parmi lesquelles 10 bourses d'aide à l'installation dans l'enseignement supérieur de 900 euros.

30 % DE BOURSIERS DANS L'ENSEMBLE DES IEP

Les quatre programmes d'égalité des chances des IEP (voir encadré) touchent 7 000 jeunes, issus de plus de 700 lycées et collèges sur tous les territoires français, et mobilisent une centaine d'étudiants en tant que mentors, rappelle Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, lors d'une conférence de presse organisée en parallèle de l'événement, le 23 février. Les objectifs : "réduire l'écart mental que les jeunes intériorisent", "aider à la lecture de Parcoursup" mais aussi "établir un pont entre le secondaire et le supérieur", énumère-t-il. Selon Pierre Mathiot, "le taux d'effort est de 30 %" avec 7 000 jeunes accompagnés du collège au lycée sur un total de 25 000 étudiants dans les IEP.

Ainsi, "si tous les établissements publics avaient le même taux d'effort, des centaines de milliers d'élèves seraient accompagnés", déduit-il. Les IEP atteignent environ 30 % de boursiers sur la totalité du cursus. "En revanche, si nous progressons sur le taux global, nous n'avons pas assez progressé en boursiers de l'enseignement scolaire", reconnaît-il. Avec en plus, "une censure à la présentation du concours : à Lille par exemple, nous accompagnons 200 élèves en Terminale, dont 120 passent le concours. Parmi ceux qui ne passent pas le concours, il y a une surreprésentation des boursiers du scolaire".

LIRE AUSSI

|Égalité des chances : radiographie des programmes des 10 Sciences Po et leurs 639 lycées et collèges partenaires

Si ces programmes existent depuis plusieurs années - par exemple, depuis 2001 à Sciences Po Paris et 2007 pour le réseau des Sciences Po - des pistes de progression sont envisagées. À la rentrée 2023, Sciences Po Paris a augmenté de 50 % le nombre d'admis par la voie CEP en première année, qui s'est aussi ouvert aux lycéens professionnels ([lire sur AEF info](#)). L'établissement parisien a également élargi son réseau puisqu'il travaille désormais avec 198 lycées partenaires, présents dans toutes les académies, précise Karine Aurelia,

directrice déléguée à l'égalité des chances, pendant la conférence de presse.

Du côté du PEI, le programme commun au réseau ScPo, plusieurs réflexions sont en cours. "Nous envisageons de nouer davantage de partenariats avec les collèges et de travailler dès la classe de 4^e", répond Pierre Mathiot. Le réseau se fixe aussi comme "priorité" de toucher plus d'élèves des lycées professionnels, non pas pour qu'ils rejoignent systématiquement les IEP, "mais pour les préparer à la poursuite d'études ou à intégrer le marché du travail". Le "PEI Pro" est pour l'instant expérimenté à Lille, Toulouse, Rennes et Saint-Germain-en-Laye. "Mais c'est difficile, avec un taux de perte très élevé", reconnaît Pierre Mathiot.

Côté budget, le directeur de Sciences Po Lille chiffre le coût à 235 euros par élève accompagné, sans comptabiliser les heures supplémentaires.

4 PROGRAMMES DE DÉMOCRATISATION

- Réseau ScPo (Aix, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg, Toulouse) : PEI - Programme d'études intégrées ([lire sur AEF info](#)) ;
- Sciences Po Paris : CEP - Convention éducation prioritaire ([lire sur AEF info](#)) ;
- Sciences Po Bordeaux : JPPV - Je le peux parce que je le veux ([lire sur AEF info](#)) ;
- Sciences Po Grenoble : POS - [Programme d'ouverture sociale](#).

UNE HAUSSE MODÉRÉE DES EFFECTIFS

Néanmoins, faire monter en puissance le dispositif demande "des moyens financiers et humains supplémentaires", souligne Pierre Mathiot. "Nous nous sommes dotés de structures dans les établissements avec des salariés mais il n'est pas évident de dédier des moyens spécifiques à ces programmes et de mobiliser de nouvelles personnes. [...] Nous pourrions accueillir 500 élèves par semaine dans des amphis, ce qui serait assez facile à faire, mais ce n'est pas ce que nous recherchons. Nous voulons continuer à accompagner des jeunes mais de manière qualitative. Il y a donc une limite quantique à ne pas dépasser", argumente-t-il.

D'autant que "le suivi des cohortes" est très important pour le réseau, abonde Dominique Darbon, directeur de Sciences Po Bordeaux. "Nous

veillons à un accompagnement spécifique de ces jeunes pendant la scolarité de manière à les aider à combler progressivement les déficits", dit-il. La mise en œuvre de ces dispositifs est en plus parfois difficile, puisqu'il implique aussi la mobilisation d'enseignants et personnels dans les lycées, témoigne Dominique Darbon. De plus, certains établissements étant très éloignés des Sciences Po, il faut également prendre en compte les déplacements, très vite coûteux, ajoute-t-il.

"Ces programmes sont fondés sur l'investissement des enseignants-chercheurs, qui peuvent se déplacer deux jours en Ardèche par exemple, et qui ne sont alors pas présents pour leurs cours et leur recherche. Nous faisons des efforts importants mais tout cela s'appuie sur des personnes qui ont une volonté de s'y engager", insiste à son tour Sabine Saurugger, directrice de Sciences Po Grenoble.

À l'IEP de Lille par exemple, qui compte 40 enseignants-chercheurs, un quart est impliqué dans le dispositif, cite Pierre Mathiot. "Notre force, c'est aussi notre faiblesse. Nous proposons de l'artisanat de haut niveau. Le système fonctionne car il repose sur des personnes dans nos établissements qui sont impliqués et qui y croient. Notre faiblesse, c'est que nous n'avons pas les moyens d'industrialiser ces programmes, mais en plus, cela nous ferait perdre le sel de nos dispositifs. Donc comment faire ?"

Il s'agit aussi d' "un changement culturel", continue Pierre Mathiot, avec, par exemple, des centaines de lycéens qui arrivent dans les IEP le samedi. "Il a fallu repenser la manière de travailler. Mais maintenant, les programmes sont institutionnalisés, et sont même devenus nos points forts. Nous sommes les établissements les plus en pointe sur ces sujets", défend-il.

DES DISPOSITIFS QUI PEUVENT ESSAIMER ?

Pourquoi ces dispositifs n'essaient-ils pas dans les autres établissements du supérieur ? "Il faut une volonté politique, un très fort leadership qui a été incarné au début par Richard Descoing [ancien directeur de Sciences Po Paris]. Il faut aussi être convaincu que dans nos missions, il y a celle de l'ouverture sociale, et pas seulement pour le recrutement dans nos établissements mais pour la société", répond dans un premier temps Pierre Mathiot. De plus, "certains établissements pensent que ce n'est pas leur problème ou qu'ils n'ont pas le temps d'aller vers les lycées", estime-t-il.

Pour Dominique Darbon, tous les Sciences Po sont convaincus qu'il s'agit "d'une mission de service public". "Nous sommes en concurrence

les uns avec les autres, nous regardons ce que fait chaque IEP, ce qui dynamise notre approche. Nous nous parlons également beaucoup donc nous partageons les bonnes pratiques. Nous sommes dans un effet d'émulation", observe le directeur de Sciences Po Bordeaux. Toutefois, "cette 'concurrence coopérative' est possible car les IEP ont des milliers de candidats au concours, avec au mieux 10 % d'admis", concède Pierre Mathiot.

"Nous sommes limités pour faire plus. En revanche, nous pouvons servir d'aiguillon et faire valoir ce qu'on fait", poursuit-il. "Si demain un réseau d'universités ou d'écoles publiques vient nous voir pour demander des explications, ce serait génial !", souligne Pierre Mathiot. "C'est cela, la clé de notre développement, inspirer d'autres initiatives", conclut-il.

<https://www.aefinfo.fr/depeche/707997-les-10-sciences-po-dressent-le-bilan-de-leurs-programmes-d-egalite-des-chances-et-presentent-les-evolutions-possibles>